

disait aujourd'hui que ce serait une législation vicieuse à imposer au peuple de ce pays. Je tiens à lui dire que le moment approche où il lui faudra se livrer à une étude consciencieuse du sujet. La population ne tardera pas à exiger qu'une enquête sérieuse soit faite des divers systèmes de distribution rurale gratuite des lettres et dépêches que l'on a adoptés dans différents pays.

Sir WILLIAM MULLOCK : Je n'ai pas dit que ce serait un système vicieux à introduire au Canada. Ce mot-là n'est pas de moi. J'ai dit que ce serait une erreur au point de vue financier.

M. ARMSTRONG : Il faut donc que j'aie mal entendu. Je me rétracte ; mais j'avais cru entendre l'honorable ministre déclarer que ce serait un système de législation vicieux à imposer au peuple de ce pays.

Sir WILLIAM MULLOCK : Peu sage.

M. ARMSTRONG : Je ne veux pas pour le moment retenir plus longtemps l'attention de la Chambre, mais j'exhorte le ministre à prendre de minutieux renseignements sur cette matière et à faire bientôt connaître à la Chambre le résultat de ses recherches.

M. LENNOX : J'aimerais à dire un mot ou deux de réponse à l'honorable directeur général des Postes. Je regrette qu'après avoir si bien commencé, avant l'heure du dîner, il refuse maintenant de poursuivre un dessein qu'il avait évidemment en tête avant la suspension de la séance. Le sujet, présenté sans la moindre passion politique, méritait, je crois, d'être abordé dans un tout autre esprit que ne l'a fait l'honorable ministre. Après avoir appelé son attention sur certains exposés erronés que, par mégarde ou autrement lui étaient échappés l'année dernière, je comptais qu'il allait donner à la Chambre des renseignements de la plus haute exactitude sur tous les points qu'il a traités ce soir. Je regrette qu'il ne l'ait pas fait et qu'il ait, au contraire, mis la Chambre sous une impression absolument fautive quant aux faits qui se rattachent à l'importante question des déficits aux Etats-Unis, où, pendant une longue suite d'années, l'administration des postes a presque invariablement accusé un excédent de dépenses. Si l'honorable ministre veut bien consulter le volume 17 des documents de la Chambre de 1902, il y trouvera la confirmation de ce que j'avance ici. Nous voyons là un tableau indiquant quel a été tous les dix ans, à partir de 1792, le chiffre des dépenses et des recettes aux Etats-Unis, et je mets le volume à la disposition de mon honorable ami, s'il désire s'en servir.

Pour être bref, je commencerai par l'année 1860. Cette année-là la recette était de \$8,518,067 et la dépense, de \$19,170,610 : déficit, \$10,652,543. Et, cependant, l'honorable ministre a trouvé bon de dire à la Chambre qu'avant d'y établir le service de factage

rural, on n'avait pas de déficits aux Etats-Unis.

Sir WILLIAM MULLOCK : Je n'ai jamais dit cela.

M. LENNOX : L'honorable ministre trouvera au compte rendu des séances de la Chambre ce qu'il a dit.

Sir WILLIAM MULLOCK : Je le répète, je n'ai jamais dit cela.

M. LENNOX : Il a commencé par une certaine année—j'oublie laquelle—et nous a dit que, cette année-là, il y avait eu un déficit de deux millions ou à peu près.

Sir WILLIAM MULLOCK : Mon honorable ami n'a pas bien saisi ce que j'ai dit. J'ai dit de mémoire que, pendant plusieurs années, les déficits de l'administration des postes aux Etats-Unis avaient été d'abord très considérables, mais que, plus tard, avant l'établissement d'un service de factage rural, le déficit avait graduellement diminué—de deux ou trois millions, je crois. J'avais alors sous les yeux le déficit de la période décennale finissant en décembre 1902. Cette année-là le déficit était de deux ou trois millions. A cette époque, on n'avait encore rien ou à peu près rien dépensé pour ce service. Depuis quatre ans, les dépenses occasionnées par ce service ont porté le déficit de deux à quatorze millions.

M. LENNOX : Voilà qui vient à l'appui de ce que j'allais dire. Mon honorable ami a trouvé bon d'attribuer les déficits à l'établissement d'un service de factage rural et, se référant à l'année 1902, il a dit que le déficit avait été de deux ou trois millions.

Sir WILLIAM MULLOCK : J'ai fidèlement présenté les chiffres de 1902.

M. LENNOX : Quelle est l'exacte vérité? L'exacte vérité est que l'on a commencé en 1860 par un déficit de plus de 120 pour 100 de la recette postale. En face de cet état de choses, le gouvernement américain décida en 1863 d'adopter une politique d'extension. Alors fut établie dans les villes la distribution gratuite, et depuis le tant pour cent des déficits, au lieu d'augmenter, est allé en décroissant. Je trouve ceci aux pages 12 et 13.

Par suite de l'accroissement phénoménal de la population et autres conditions également favorables, une telle activité a régné dans le service postal que le pourcentage des déficits a sensiblement diminué. Malgré un surcroît considérable de frais, le chiffre de la recette, après chaque innovation apportée dans le service, s'est graduellement rapproché du chiffre de la dépense.

Ce n'est pas tout à fait ce qu'entendait mon honorable ami.

Sir WILLIAM MULLOCK : C'est précisément là ce que j'ai dit.